

Meeting départemental de soutien à Ségolène Royal

Noisy-le-Grand – mercredi 18 avril 2007

intervention de

Pascal Popelin

Premier secrétaire de la fédération socialiste de la Seine-Saint-Denis
Membre du Bureau national - secrétaire national adjoint chargé des élections

17 IV 07

Chers amis,

Je voudrais tout d'abord vous dire combien je suis heureux et fier de m'exprimer devant vous ce soir, à Noisy-le-Grand, en tant que Premier secrétaire de la fédération socialiste de la Seine-Saint-Denis, pour ce rassemblement de soutien à la candidature de Ségolène Royal, à quatre jours du premier tour de ce scrutin majeur.

J'ai plaisir à partager cette tribune avec Michel Pajon, le député-maire de cette ville, notre hôte de ce soir, qui sait la difficulté du combat politique et dont l'exemple atteste que le courage et la volonté sont des gages de succès ; avec Serge Epinard qui représente le Mouvement républicain et citoyen et Fodé Sylla, connu bien au-delà de sa nouvelle famille du Parti radical de gauche. Je vois là mon ami Emmanuel Constant, avec lequel je travaille à la fois parce qu'il est le secrétaire d'une des plus importantes sections de notre fédération, porte-parole de la fédération à mes côtés, mais aussi un collègue avisé au sein de l'exécutif départemental. Je salue Marguerite Cornec, conseillère régionale, avec laquelle j'ai longtemps travaillé à la fédération et vous tous élus, militants, sympathisants et citoyens, de Noisy-le-Grand et d'ailleurs, qui vous êtes déplacés nombreux ce soir pour ce qui peut être considéré comme une veillée d'armes.

Je ne saurais taire la présence de mon ami Claude Bartolone, ancien ministre de la ville (je veux dire de la ville de Noisy-le-Grand, si j'en juge par ce que n'a cessé de répéter Michel Pajon), député de la Seine-Saint-Denis, pilier de l'actuelle campagne nationale, qui a tant fait pour le développement du Parti socialiste en Seine-Saint-Denis.

Merci enfin à toi, cher Laurent Fabius, d'avoir consacré à notre département une des dernières journées de cette campagne d'avant premier tour. Tu connais depuis longtemps les différents recoins de la Seine-Saint-Denis, ses difficultés, ses atouts, les hommes et les femmes qui y vivent. Sans doute t'y sens tu bien, puisque tu nous visites désormais tous les deux jours ! Tu y comptes en tout cas, tu le sais, de nombreux amis fidèles, qui savent ton apport au Parti socialiste et à son positionnement politique, qui apprécient ton sens de l'intérêt général, ta stature d'homme d'Etat et ta capacité à les mettre au service de nos idées.

A 83 heures de l'ouverture des bureaux de vote, l'heure n'est plus aux subtilités esthétiques. Je veux donc rappeler avec force l'enjeu du premier tour : choisir quels seront les deux candidats qui auront le droit de disputer le second. Et si on veut avoir un choix au second tour, mieux vaut ne pas tergiverser au premier. Je reconnais la brutalité de l'approche. Elle n'a d'égale que la brutalité de la situation dans laquelle l'immense majorité des électrices et des électeurs se sont trouvés il y a cinq ans, au soir du 21 avril. Un deuxième tour « droite – extrême droite », on a déjà donné ! Je suis d'autant moins candidat au renouvellement de l'expérience qu'à entendre certains propos de Nicolas Sarkozy, j'ai parfois l'impression qu'il pourrait s'agir d'un deuxième tour « droite extrêmement de droite contre extrême droite », d'une confrontation entre Coca zéro et Pepsi max.

Notre démocratie, notre pays, les Français n'auraient rien à gagner non plus, à un deuxième tour « droite – droite ». L'enjeu de cette élection ne peut pas consister, dans le choix final qui tracera le

chemin de la France pour cinq années, à arbitrer entre l'ancien ministre de Jean-Pierre Raffarin et de Dominique de Villepin et l'ancien ministre d'Edouard Balladur et d'Alain Juppé.

L'enjeu de cette élection, c'est de transformer notre système politique, c'est de moderniser notre système économique, c'est de préserver -en le renouvelant- notre modèle social. C'est un immense chantier qui s'avance devant nous et nous aurons besoin de l'ensemble des forces que nous sommes en train de rassembler autour de Ségolène Royal, au premier tour d'abord, parce que c'est un préalable incontournable, puis au second pour asseoir la victoire. François Mitterrand avait une phrase très belle, qui résume assez bien la situation dans laquelle le pays est placé aujourd'hui : « l'histoire n'est que la somme, disait-il, des victoires remportées par la politique sur la géographie ». Eh bien je vous invite, dans les heures qui nous restent, à vous mobiliser, à vous démultiplier, pour déplacer les montagnes, enjamber les fleuves et convaincre qu'il est vital pour le plus grand nombre d'engager notre pays sur le chemin d'un vrai changement.

Dans la confrontation projets contre projets, nous défendons le pouvoir d'achat et nous écoutons les Français qui nous disent : « le 15 du mois, ma vie s'arrête », qui nous disent : « je n'ai même plus d'argent pour mettre du gasoil pour aller travailler ». Nous entendons ces personnes qui viennent nous voir chaque semaine plus nombreux dans nos permanences pour nous dire qu'ils n'arrivent pas à se loger dans des conditions acceptables. Nous nous préoccupons de ceux qui travaillent dur, mais qui n'en vivent pas, bien qu'ils se lèvent tôt le matin, puisque c'est -semble-t-il- le critère de référence. Partout, nous entendons que la question du pouvoir d'achat est centrale. Voilà pourquoi nous défendons l'augmentation des salaires, l'augmentation des petites retraites, la revalorisation de l'allocation logement, de l'allocation adulte handicapé. Voilà pourquoi nous voulons faire du logement, qui est la première dépense pour ceux qui en ont un et la première exclusion pour ceux qui n'en ont pas, une grande cause nationale. Pas en se donnant bonne conscience par le vote à la sauvette, en fin de législature, d'un droit opposable au logement. Chacun sait que cette opposabilité là est à géographie variable. Allez donc demander un logement social à Neuilly-sur-Seine chez Nicolas Sarkozy ou au Raincy chez Eric Raoult ! On ne vous opposera qu'une fin de non recevoir. Vous ne pourrez opposer que votre regret que ces communes n'aient pas fait œuvre pour en construire en nombre décent. Vous ne pourrez reporter votre espoir que sur une ville voisine, plus accueillante, qui ne vous opposera pas votre obstination à ne pas avoir les moyens de payer un loyer au prix du marché.

Quand Nicolas Sarkozy prétend revaloriser la valeur travail, ne comprenez pas qu'il entend revaloriser la valeur du travail. Nous proposons d'augmenter le SMIC. Il répond, en écho avec son collègue François Bayrou, que c'est tout le contraire de ce qu'il faut faire. Qu'il suffit de travailler plus pour gagner plus. Le premier étant avocat et le second, si j'ai bien compris, exploitant agricole, sans doute imaginent-ils que tous les Français exercent une profession libérale leur permettant de choisir leur temps de travail. Peut être n'ont-ils jamais croisé une caissière de supermarché payée au SMIC sur la base de trente heures hebdomadaires. Pour elle, la priorité, c'est de pouvoir travailler à temps complet pour un salaire décent, avant d'envisager de faire des heures supplémentaires.

Comment ne pas comprendre que se trouve là un des enjeux de l'élection présidentielle de dimanche prochain ? Comment convaincre celles et ceux qui doutent encore -ils sont nombreux et souvent parmi les plus modestes- que le vote est non seulement utile, mais que ce n'est pas forcément un exercice masochiste.

Parce qu'il sait qu'il n'aurait aucune chance de franchir ne serait-ce que la barre des 5% des suffrages exprimés s'il ne devait compter que sur les électeurs qui ont un intérêt objectif à son élection, Nicolas Sarkozy ratisse au plus large qu'il peut. Il a notamment déclaré, le cœur sur la main, c'était à Charleville-Mézières : « moi, j'aime les ouvriers ! ». Savait-il qu'il paraphrasait un personnage englouti dans l'histoire de France ? C'était un général envoyé par Versailles pour mâter avec brutalité la Commune de Paris en 1871. Cet homme s'appelait le général, marquis de Galliffet. Le hasard de sa carrière l'ayant plus tard fait député, puis ministre, il commença un discours à la Chambre en disant : « moi messieurs (il n'y avait alors pas de femme à la Chambre, mais ça change et ça va changer, grâce à la gauche et pas seulement à l'Assemblée, à l'Elysée

aussi !)... mais j'en reviens à ce bon général, entamant d'un « moi messieurs, j'aime les ouvriers ! ». A ce moment là, Clemenceau se leva de son banc et dit : « les ouvriers, il les aime saignants ! ».

Eh bien je vais vous dire, les mœurs se sont physiquement pacifiées, mais Nicolas Sarkozy, il aime les ouvriers, les salariés, les modestes, bâillonnés, sans droit de grève ; il aime les ouvriers, les salariés, les modestes qui travaillent gratuitement le lundi de pentecôte ; il aime les ouvriers, les salariés, les modestes, qui acceptent de travailler plus pour gagner pareil ou de travailler pareil pour gagner moins.

Dans cette confrontation qu'est l'élection présidentielle, l'enjeu central demeure le partage de la richesse. La mission historique des socialistes depuis plus de cent ans, c'est de rééquilibrer les dégâts, les ravages d'un ultralibéralisme de plus en plus financier, qui sert d'abord les actionnaires, avant de penser aux actionneurs.

Je n'ai personnellement rien contre le bonheur des actionnaires et je ne fais pas partie de ceux qui pensent qu'être riche est un défaut. Mais j'ai comme première préoccupation l'amélioration du sort de ceux qui souffrent. C'est pour cela que le socialisme est né. C'est pour cela qu'il demeure moderne en 2007. C'est pour cela que je suis ici devant vous ce soir. C'est pour cela que nous avons, avec Ségolène Royal, un devoir de victoire le 6 mai prochain.